



Bâtisseurs de l'économie autochtone et du Nord

Tribu des Blood

Une communication ouverte : un pas vers une saine gouvernance

par Tara Lee Wittchen

Dans le Sud de l'Alberta, la tribu des Blood se sert de la télévision, de la radio et d'autres médias pour maintenir une communication ouverte avec ses membres. « Dernièrement, de nombreuses discussions ont porté sur la nécessité, pour les Premières nations, d'imposer une obligation de rendre des comptes et de faire preuve de transparence », de dire Rick Tailfeathers, directeur des communications et des relations publiques. Accroître la communication entre les administrateurs et les membres de la collectivité, voilà une tâche importante à laquelle s'emploie la Première nation.

« Des rencontres communautaires ont lieu deux fois l'an, et l'une d'elles est consacrée au rapport financier », explique-t-il. Toutes les dépenses, y compris le

suite à la page 2



Des membres assistent à une transmission en direct d'une réunion du conseil.



Le chef Chris Shade s'entretient avec ses membres.

été 2003 – numéro 8

En vedette

Tribu des Blood (Alberta)	1
Conseil tribal des Ktunaxa/Kinbasket (Colombie-Britannique)	3
Innu de Mashteuiatsh (Québec)	4
Première nation de Pic River (Ontario)	5
Nation de Squamish (Colombie-Britannique)	6
Mohawks de la baie de Quinte (Ontario)	7
Nation crie de Norway House (Manitoba)	8

Photo : Equipe des relations publiques pour la tribu des Blood

Partout au pays, de bonnes pratiques de gouvernance contribuent à renforcer les collectivités et les économies et à appuyer les gens. Le présent numéro décrit le travail accompli par quelques-unes des nombreuses Premières nations qui récoltent les fruits d'une responsabilisation accrue et d'une gouvernance améliorée.

Le gouvernement du Canada appuie les efforts qui ont été déployés dans le cadre des négociations sur l'autonomie gouvernementale, par l'entremise de la mesure appelée *Les collectivités d'abord : La gouvernance des Premières nations* ainsi que par le dépôt du projet de loi sur la gouvernance des Premières nations. Pour obtenir les renseignements les plus récents sur ce sujet, rendez-vous à l'adresse www.gpn-fng.gc.ca.

Consultez notre base de données rassemblant des histoires de réussite des Autochtones, à l'adresse www.ainc-inac.gc.ca (cliquez sur Salle des nouvelles).

« Une communication ouverte... »

suite de la page 1

salaire des employés, font l'objet d'une vérification indépendante et sont rendues publiques. On encourage les membres de la collectivité à assister aux rencontres et à poser des questions. « L'an dernier, nous avons organisé une conférence de presse au cours de laquelle le personnel du service des finances et le chef ont présenté le budget et fait connaître les secteurs où il était prioritaire d'investir », affirme M. Tailfeathers.

L'homme d'affaires estime que la technologie et divers médias peuvent être gages de succès dans le cheminement vers une saine gouvernance. « C'est l'une des raisons qui nous poussent à réserver du temps d'antenne auprès de la station de radio de notre collectivité, une station indépendante. Nous réalisons une émission de radio hebdomadaire, transmettons en direct les rencontres communautaires et préparons une émission de télévision qui est diffusée sur les ondes de Global Lethbridge. Nous publions aussi un journal local et un bulletin d'information en plus d'être branchés à Internet. »

Et ce n'est pas tout : la Première nation gère aussi un système de télédiffusion local. Trois édifices administratifs situés dans le lotissement urbain de Standoff sont dotés de huit écrans de télévision, un moyen parmi d'autres de répondre aux questions fréquemment posées. « À partir du réseau, nous informons la population sur les activités réalisées dans la réserve et transmettons des messages d'intérêt public, explique M. Tailfeathers. Nous organisons aussi des entrevues et des rencontres, qui sont reproduites sur bande vidéo. » En mettant à profit divers types de médias, la Première nation réussit à communiquer tant avec les membres de la réserve qu'avec ceux vivant à l'extérieur.

« D'autres Premières nations sont munies de services de communication et misent sur les relations publiques, ajoute-t-il. Voilà une approche très positive, et j'espère que, de notre côté, nous continuerons à perfectionner notre technique. » Quelle est la clé du succès selon M. Tailfeathers? Conscientiser les administrations des Premières nations à l'importance d'initier la population à la technologie des communications.

« Il s'agit là d'un important véhicule d'information. Les jeunes apprivoisent très

Rick Tailfeathers, directeur des communications et des relations publiques, est filmé dans la salle du conseil.



Photo : Myron Fox



rapidement la technologie numérique. » Les membres plus âgés de la collectivité ne sont pas pour autant des laissés-pour-compte. « Les collectivités des Pieds-Noirs ont toujours accordé une place de choix aux médias, à la différence qu'elles n'utilisaient tout simplement pas l'écriture, comme il est d'usage aujourd'hui. Les sages ont un rôle à jouer en transmettant certaines connaissances traditionnelles, telle la langue. »

Si les membres maintiennent leur intérêt pour la communication, la Première nation est assurée de faire son chemin et de continuer à exercer une saine gouvernance. Aujourd'hui, la tribu des Blood assume, à elle seule, la gestion de 29 dossiers essentiels, notamment le logement, l'éducation et l'infrastructure communautaire. Et cet exploit, elle est, de toutes les Premières nations au Canada, la seule à pouvoir se vanter de l'avoir réussi. ✨

Tara Lee Wittchen est une rédactrice-réviseuse d'ascendance ojibway et européenne.

Bâtisseurs de l'économie autochtone et du Nord est publié par Affaires indiennes et du Nord Canada et est imprimé par Anishinabe Printing.

Les articles du présent numéro peuvent être repris en tout ou en partie avec la permission de *Bâtisseurs de l'économie autochtone et du Nord*
Bureau 1901

Direction générale des communications
Affaires indiennes et du Nord Canada
Les Terrasses de la Chaudière
Ottawa (Ontario) K1A 0H4
Téléphone : (819) 997-0330

Publié avec l'autorisation du
ministre des Affaires indiennes
et du Nord canadien
Ottawa, 2003

Q5-6145-024-BB-A1
ISSN 1706-3388

www.ainc-inac.gc.ca



Imprimé sur
du papier recyclé

Un centre de villégiature haut de gamme fait prospérer l'économie

par Richard Landis

Les objectifs d'avenir, la patience et la persévérance sont autant d'atouts qui ont permis à la chef Sophie Pierre de transformer un ancien pensionnat en un centre de villégiature d'une valeur de 42 millions de dollars. Le centre quatre-étoiles abrite un hôtel et un casino en plus d'offrir à ses visiteurs un parcours de golf primé. En outre, on a mis en chantier un complexe réunissant sous un même toit une aire consacrée à la baignade, aux activités récréatives et au conditionnement physique ainsi qu'un campement inspiré de la culture ktunaxa aménagé avec des tipis, un centre d'interprétation et un centre artisanal.

« Le processus a été long et difficile. En effet, il nous a fallu dix ans pour tout mettre en œuvre. Toutefois, notre persévérance a valu le coup : les résultats sont éloquentes », affirme la chef Pierre, une ancienne élève du pensionnat de la mission St. Eugene.

« Nous avons créé plus de 250 emplois, et le centre de villégiature fait maintenant de nous le troisième employeur privé dans la région, affirme M^{me} Pierre. Le projet que nous avons réalisé apporte de nouveaux revenus à nos collectivités et profite aussi à l'économie de nos voisins. Il moussera la visibilité des Rocheuses de la Colombie-Britannique, les faisant connaître comme une

destination touristique internationale. » Le centre de villégiature est axé sur la culture ktunaxa, un thème qui a été mis à profit avec l'aide de Mary Paul, une sage de la collectivité.

Selon M^{me} Pierre, on ne peut nier l'importance de l'obligation de rendre des comptes. « Nous sommes heureux d'inviter d'autres organismes, des ministères et des entreprises à apprécier l'ouverture, la transparence et l'esprit d'initiative dont font preuve les cinq bandes représentées par le conseil tribal des Ktunaxa/Kinbasket. L'obligation de rendre des comptes : voilà ce qui a motivé les gens à investir 20 millions de dollars pour permettre au projet de se concrétiser. »

M^{me} Pierre explique que, même si le conseil tribal est le seul propriétaire du centre de villégiature, Affaires indiennes et du Nord Canada, Diversification de l'économie de l'Ouest Canada et Entreprise autochtone Canada ont été d'une grande aide. Par ailleurs, le Columbia Basin Trust et la Banque Royale du Canada ont joint les rangs des investisseurs.

En 2002, le Conseil pour l'avancement des agents de développement autochtones a remis à Sophie Pierre le prix du promoteur économique de l'année. Dernièrement, la chef a également reçu la Médaille commémorative du jubilé de Sa Majesté la reine Elizabeth II, qui vient souligner sa contribution exceptionnelle à l'épanouissement des cinq bandes du conseil tribal des Ktunaxa/Kinbasket. Enfin, en 2003, elle figurait parmi les lauréats de l'un des prix nationaux d'excellence décernés aux Autochtones.

Depuis 20 ans, M^{me} Pierre est chef de la Première nation de St. Mary's, qui regroupe 320 membres, et elle administre le conseil tribal des Ktunaxa/Kinbasket, un organisme-cadre établi au début des années 1970 dans l'intention d'aider la nation ktunaxa et les Kinbasket à atteindre leurs objectifs politiques et à répondre à leurs besoins sociaux, économiques et d'épanouissement.

Selon la chef, sans la gouvernance, on ne peut espérer bâtir une collectivité viable dotée d'une solide assise économique. « Nous, les nations autochtones, devons retrouver notre autonomie gouvernementale afin de regagner notre identité en tant que peuple et de réussir à prendre la place qui nous revient au Canada. »

Pour obtenir plus de renseignements, communiquez avec la chef Sophie Pierre en composant le (250) 489-2464. ✨



Un gouvernement ouvert d'esprit encourage la participation communautaire

par Hélène Katz

Formée de plus de 4 000 membres, dont la moitié habitent la réserve, la Première nation des Innu de Mashteuiatsh, au Québec, n'a aucune difficulté à se tenir au fait de la politique locale.

Un rapport annuel, des réunions publiques obligatoires et un processus de consultation publique au sujet de l'adoption de règlements, « voilà autant de façons pour les membres de se renseigner sur les activités du conseil de bande », explique Denis Gill, secrétaire général. Le conseil de bande gère annuellement près de 30 millions de dollars.

Depuis l'exercice 1991-1992, la Première nation des Innu de Mashteuiatsh publie un rapport annuel, devenant du coup la première collectivité autochtone au Québec à prendre une telle initiative. « En consultant le rapport annuel, le lecteur peut déterminer comment les conseillers arrivent à combler les attentes de la population », explique M. Gill.

En outre, le conseil prépare un guide dans lequel sont expliquées les responsabilités du chef et des conseillers de sorte

que les membres de la bande comprennent ce qu'on attend des représentants élus. Même si les décisions sont prises en groupe, chaque conseiller supervise un service particulier et il doit s'assurer du respect des décisions du conseil.

En 2000, le conseil a créé une société de développement économique. Dirigée par des entrepreneurs locaux, la société est responsable de gérer un budget annuel. « Nous confions la gestion de la société à la collectivité. De cette façon, le conseil de bande montre qu'il appuie l'entreprise privée », déclare M. Gill. Sans aucun doute, une telle façon de procéder donne un coup de pouce à la collectivité puisque « son esprit d'entreprise s'en trouve stimulée », poursuit-il. En plus des dépanneurs et des scieries, les entrepreneurs locaux exercent leurs activités dans les domaines de la construction, de l'artisanat, de la fourrure, du tabac et de la foresterie.

La bande tient des réunions publiques du conseil toutes les deux semaines. Ainsi, les membres peuvent se tenir informés

de la politique locale et des décisions prises par leurs représentants élus. Les conseillers prennent les décisions devant leurs membres, après quoi ces derniers sont invités à participer à une période de questions de 30 minutes. De 15 à 20 personnes environ ont pris l'habitude de se présenter aux rencontres, épuisant jusqu'à la toute dernière minute le temps qui leur est alloué.

Par ailleurs, un nouveau processus de consultation a été élaboré. « Les gens peuvent émettre des commentaires et contribuer au processus de prise de décisions », affirme M. Gill. Le conseil organise des audiences publiques pour donner aux membres de la bande la possibilité de se prononcer sur quelques règlements proposés. Les commentaires reçus permettent d'alimenter le processus décisionnel.

Pour obtenir plus de renseignements, visitez le site Web du conseil de bande à l'adresse www.mashteuiatsh.ca. *



Les Innu de Mashteuiatsh sont tenus au courant de ce qui se passe dans leur collectivité.

Une collectivité responsable formée de membres responsables

par Raymond Lawrence

Chez les Ojibway de Pic River, l'obligation de rendre des comptes devient un mode de vie, non seulement pour le conseil de bande mais pour la majorité des 950 membres de la Première nation. En plus de créer de l'emploi, elle a permis d'obtenir la stabilité de l'administration communautaire et l'assurance d'un avenir prometteur.

De nombreux efforts ont été déployés en vue de créer des emplois à l'intention des membres, que ce soit au sein d'entreprises gérées par la bande ou de sociétés établies dans les environs de Heron Bay, dans le Nord de l'Ontario. Pour veiller à ce que les membres comblent, voire dépassent, les attentes de leurs employeurs, quels qu'ils soient, la collectivité exploite un pavillon de ressourcement global, alloue des fonds pour la formation et l'acquisition de compétences et offre des conseils sur les choix de carrière.

« Nous administrons nous-mêmes nos fonds destinés à la formation. Ainsi, nous pouvons puiser dans nos réserves pour permettre aux gens de retourner sur les bancs d'école ou d'acquérir une formation en vue de décrocher un emploi qui leur convient, explique Byron LeClair, directeur du développement économique. Si les gens avaient la chance d'occuper un bon emploi, ils auraient ainsi la capacité de gagner leur vie et de répondre aux besoins de leur famille. C'est dans cette optique que nous faisons tout ce qui est en notre pouvoir pour leur offrir de telles possibilités. »

Grâce à ses investissements et à ses efforts destinés à stimuler la création d'entreprises, la Première nation s'occupe maintenant de piloter un projet de sylviculture et a conclu, avec le gouvernement de l'Ontario, un contrat pour la lutte contre les incendies. L'an dernier, la Première nation a créé 140 emplois d'été. Elle possède deux entreprises de câblodistribution, soit Superior TV et la Pic River Development Corporation, dont l'une fournit des services Internet à haute vitesse. La Première nation

a aussi investi plus de 36 millions de dollars afin de réaliser deux projets hydroélectriques dans la région, projets qui apporteront une source de revenus majeure pour les années à venir.

« Nous voulons participer, toucher une partie des recettes et fournir des possibilités d'emploi à nos membres, de dire M. LeClair. Nous sommes devenus un employeur important dans la région. » En effet, le taux de chômage de la Première nation a chuté à 10 % pendant la période creuse et à 5 % durant l'été.

« D'un point de vue administratif, nous avons commencé à exiger des Premières nations qu'elles versent des capitaux propres destinés à être investis dans des entreprises. » M. LeClair indique qu'il s'agit là d'une étape importante menant vers l'obligation de rendre des comptes. En réalité, le fait que les gens placent leurs propres fonds dans une entreprise est perçu, par les investisseurs, comme une marque d'engagement.

« Il est plus facile pour les entreprises de l'extérieur de comprendre à quel point nous sommes déterminés à réussir lorsque nos fonds sont mis en jeu », dit-il. Le résultat? Les entreprises se montrent davantage intéressées à faire des affaires avec la Première nation. Ainsi, un cycle de réussite est enclenché : les investissements génèrent des profits, lesquels peuvent être réinvestis dans la collectivité et dans d'autres occasions d'affaires.

« La collectivité met la main à la pâte pendant toute la durée du processus, puisqu'elle détermine comment et où les recettes générées par la bande sont investies », indique-t-il. ✪

Raymond Lawrence est un rédacteur à la pige d'ascendance ojibway et européenne.



La Première nation de Pic River s'efforce de créer toutes sortes d'emplois pour ses membres.



Grâce à une bonne communication, la collectivité se fait entendre

par Melanie Ferris

Il y a trois ans, la nation de Squamish, à North Vancouver, s'est vue contrainte de relever un imposant défi : celui d'amener la majorité de ses électeurs admissibles à accepter, par voie de scrutin, la somme de 92,5 millions de dollars proposée en guise de règlement de sa revendication territoriale.

« En 1977, le défunt chef Joe Mathias a intenté, au nom de la nation de Squamish, une poursuite globale visant les terres de Kitsilano, de la ville de Squamish et de Bouillon », explique Tewanee Joseph, ex-conseiller de la nation.

En 1998, les parties ont mené des négociations en vue de conclure un règlement à l'amiable. « L'année suivante, la nation de Squamish s'est vu proposer une entente de règlement se résumant par l'octroi d'une somme de 92,5 millions de dollars allié à des services de gestion en fiducie. À ce moment, le conseil a accepté que l'entente soit soumise à l'étude des membres afin d'obtenir leur approbation, le cas échéant », déclare M. Joseph.

De l'avis du chef et des conseillers, le règlement constituait une offre juste et porteuse de retombées intéressantes. C'est pourquoi on a décidé d'organiser un scrutin. Les conseillers Tewanee Joseph et Krisandra Jacobs ont été chargés d'élaborer une stratégie de communication afin de permettre aux membres de prendre une décision éclairée relativement à l'offre de règlement.

Le chef et les conseillers se sont empressés de concevoir une stratégie de communication, étoffée d'outils d'information tels qu'une vidéo, des bulletins, des envois postaux et un site Web. On a pris soin de présenter l'information de la façon la plus simple possible, sans négliger d'expliquer clairement les détails techniques et le caractère exécutoire de l'entente.

« Aux yeux du public, la vidéo s'est révélée le mode de communication le plus efficace parce qu'elle était facile à comprendre, mais aussi parce que le format



Les membres de la nation de Squamish peuvent communiquer facilement avec leur chef et leurs conseillers.

Photo : Nation de Squamish

vidéo a acquis une grande popularité auprès des gens désireux d'obtenir des renseignements », d'expliquer M. Joseph. Ayant mérité le deuxième rang, le service téléphonique sans frais a permis aux membres vivant hors de la réserve d'obtenir rapidement une réponse à leurs questions et à leurs préoccupations.

Par ailleurs, le chef et les conseillers ont convié régulièrement les membres à des réunions en ciblant les différents groupes d'âge. Des séances d'information étaient organisées dans le but de répondre aux questions des participants et d'expliquer les avantages de l'entente. Au cours des rencontres à la fois interactives et amicales, les animateurs ont fait en sorte qu'aucune question ne soit laissée sans réponse.

Ce dur travail a porté ses fruits. De fait, 76 % des 1 944 membres de la nation de Squamish ont participé au scrutin de ratification et, parmi ceux-ci, 88 % se sont prononcés en faveur du règlement proposé. Les résultats du vote montrent sans contredit les avantages d'une bonne communication.

Ainsi se résume le succès que connaît la nation de Squamish : être à l'écoute des membres et établir une communication efficace sont des activités essentielles à une saine gouvernance et mènent à la réussite. Pour s'assurer que la communication avec la collectivité est maintenue, le conseil a mis sur pied un service de communication permanent.

Aujourd'hui, la nation de Squamish possède plus de 60 millions de dollars en fiducie. Ses membres peuvent communiquer avec le service de communication pour suggérer des façons d'utiliser les fonds amassés. Le service reçoit de 120 à 150 appels chaque jour. Les membres ont également eu la chance de participer à un sondage, qui a permis de relever des domaines jugés prioritaires : le logement, la santé, le développement social, les loisirs, l'éducation et le développement économique.

Pour obtenir d'autres renseignements, visitez le site Web à l'adresse www.squamish.net. ✨

Melanie Ferris est une rédactrice-révisrice d'ascendance ojibway et européenne.

Des habitations primées qui donnent de l'essor au secteur de l'emploi

par Owen Roberts

Au plus froid de l'hiver, nombreux sont ceux qui, parmi les 2 200 Mohawks de la baie de Quinte, une région située dans le territoire mohawk de Tyendinaga, dorment à poings fermés. La bonne gouvernance qu'exercent leur chef et leurs conseillers les aide à rester bien au chaud.

De fait, le logement abordable et éconergétique constitue une priorité pour cette collectivité vivant dans le Sud de l'Ontario, à environ 160 kilomètres à l'est de Toronto. Chris Maracle est directeur du logement, des parcs et de l'entretien des biens de la Première nation. Il supervise une division bourdonnante d'activité formée de 20 employés membres de la Première nation, soit des menuisiers, des peintres, des électriciens et des apprentis. Les employés au service de la division ont construit plus de 60 maisons éconergétiques qui respectent la norme R-2000 et occupent une superficie allant de 110 à 120 mètres carrés. Érigées sur des terrains dotés de tous les services et s'étendant sur environ 23 mètres de profondeur, ces habitations sont louées 476 dollars par mois.

Une grande partie des 800 maisons de la collectivité ont été construites dans le cadre du programme de crédits renouvelables de la bande. Ce programme a été lancé il y a 30 ans, lorsque la bande a commencé à réunir les fonds fédéraux alloués au logement plutôt que de les répartir çà et là. Aujourd'hui, environ 375 membres paient leur hypothèque à la bande. Voilà qui a garni de plusieurs millions de dollars le porte-feuille consacré au logement. Le programme permet également de donner un coup de pouce à des entreprises de la collectivité, comme le parc à bois débité.

En 2003, la Première nation construira 12 autres habitations éconergétiques à vocation locative. En outre, elle prévoit consentir à ses membres neuf prêts hypothécaires et quatre prêts à la restauration.

« La clé de la réussite : obtenir l'appui du chef et du conseil, affirme M. Maracle.



Photo : Chris Maracle

Des habitations primées contribuent à améliorer la qualité de vie.

Ces derniers ont pu apprécier les avantages sociaux et économiques que confère un programme de logement efficace. C'est pourquoi ils mettent toute leur confiance dans le projet. » M. Maracle ajoute que les occupants des maisons éconergétiques limitent leurs dépenses en services publics et peuvent donc consacrer une plus grande part de leur budget aux autres nécessités de la vie.

À n'en pas douter, l'industrie de l'habitation a pris bonne note des avantages ainsi retirés. Le programme de logement a remporté une dizaine de prix, y compris le Prix d'efficacité énergétique du Canada, une récompense convoitée que lui a décernée Ressources naturelles Canada en 2003. De plus, le travail de la bande n'a pas manqué d'attirer l'attention de la Société canadienne d'hypothèques et de logement, qui a reconnu la contribution de la collectivité dans le

cadre du programme Maisons saines. Ce programme fait la promotion des idées novatrices devant permettre aux familles canadiennes qui ont un revenu faible ou moyen de trouver un logement convenable et à bon prix.

Cependant, il reste encore beaucoup à faire. Le programme d'hypothèques attire de 30 à 50 candidats chaque année. Par ailleurs, de 75 à 80 familles vivent dans l'attente de pouvoir louer une maison. « Nous concentrons nos efforts pour réduire ces chiffres », affirme M. Maracle.

Étant donné les progrès que connaît la situation du logement dans la baie de Quinte, comment les Mohawks habitant la région entendent-ils les détestables hivers canadiens? Ils les attendent de pied ferme. ✨

Owen Roberts est un journaliste et un professeur en communication d'ascendance ojibway et européenne.

Un modèle de développement économique

par Richard Landis

Gâce à des dirigeants aguerris, à une saine gouvernance et à des objectifs tournés vers l'avenir, la nation crie de Norway House, établie dans le Nord du Manitoba, a accompli de remarquables prouesses économiques.

En réalisant plusieurs activités de développement économique de haute importance, la collectivité est parvenue à éponger un déficit de 3,8 millions de dollars. C'est l'une des raisons pour lesquelles, en 2001, le Conseil pour l'avancement des agents de développement autochtones a décerné à la nation de Norway House le titre de promoteur économique de l'année.

L'isolement a été l'une des difficultés les plus notoires à surmonter. « Bien que nous soyons une collectivité nordique établie en région éloignée, nous avons réussi à accomplir de grandes choses et, à mon sens, c'est ce qui nous a valu toute l'aide reçue », affirme Ron Evans, chef de la nation crie de Norway House. Norway House est située à 800 kilomètres au nord de Winnipeg, à l'extrémité nord du lac Winnipeg.

De toutes les Premières nations au Manitoba, la nation de Norway House est celle qui réunit la plus vaste population dans la réserve : plus de 80 % des membres vivent au sein de la collectivité, qui compte 5 000 membres et 1 000 résidents métis et non autochtones.

Avant de conclure un partenariat, la nation crie prend soin de s'assurer que les besoins de ses membres seront satisfaits. De plus, elle a à cœur d'informer ses membres de sa situation financière. C'est pourquoi elle publie son rapport financier annuel dans le journal local. « Lorsque les gens peuvent juger eux-mêmes du bilan financier et qu'ils ne sont pas laissés dans l'ignorance quant aux activités devant être entreprises, ils sont davantage portés à donner leur accord », affirme le chef Evans.

La collectivité gère aussi un fonds de fiducie, qui a été établi grâce à l'indemnisation résultant de la *Convention sur la*



À Norway House, une bonne gouvernance se résume par un plus grand nombre d'emplois pour la collectivité.

submersion de terres du Nord manitobain. Au moyen d'un processus d'approbation communautaire, le fonds permet d'injecter les intérêts gagnés dans des activités et des programmes communautaires. La façon dont il a été conçu donne à la nation crie la possibilité d'accéder au capital et aux financements dont elle a besoin pour concrétiser d'importants projets d'exploitation.

En 1997, des édifices devant servir à héberger la division de la santé, des bureaux pour le conseil et l'administration, un immeuble comptant 16 appartements et un motel de 32 chambres ont été érigés à Norway House. De plus, la garderie Nikanikh Ascahkosak et le Kistapinanihk Mall ont vu le jour en 1998. Puis, en 2000, on a bâti un toit pour loger les services à l'enfance et à la famille ainsi que le secrétariat du Keenanow Trust. Le chef Evans est particulièrement fier du complexe communautaire, qui abrite un stade, une piste de curling, un centre de conditionnement physique, un restaurant, des stations de radio et de télévision communautaires, des bureaux et des petites entreprises.

À l'infrastructure existante viendra s'ajouter une école, qui a récemment été mise en chantier et dont les travaux devraient

être menés à terme en décembre 2003. D'une valeur de 43,1 millions de dollars, l'école revêtira un cachet dont aucune autre Première nation au Canada ne pourra se vanter. Un complexe communautaire, annexé à l'établissement scolaire, fait également partie des projets à l'horizon.

Les travaux de construction ont créé de l'emploi et ont fourni à la population des occasions d'acquérir de nouvelles habiletés. D'ailleurs, la collectivité embauche entre 65 % et 70 % de ses membres. « Tous les travaux de construction sont confiés à nos membres, ajoute le chef Evans. Nous cherchons à édifier une collectivité en santé et nous devons continuer à améliorer notre qualité de vie. » Certaines personnes ont aussi décroché un travail auprès d'entreprises dirigées par la bande, tandis que d'autres se sont lancées en affaires et exploitent, entre autres commerces, une station-service, un dépanneur, un restaurant et un centre de services pour les véhicules. « Chaque défi relevé signifie pour nous des emplois créés », de conclure le chef Evans.